

Pénurie de carburant : dans certains départements, des soignants redoutent la « panne sèche »

Les difficultés d'approvisionnement, qui mettent en péril les tournées des médecins et des infirmiers, pèsent en bout de chaîne sur les soins apportés au patient.

Ils sont infirmiers libéraux, médecins, ambulanciers et se rejoignent autour d'une même inquiétude : que la pénurie de carburant « s'enlise ». Ce qu'ils réclament, à ce stade, c'est de bénéficier d'une « priorité au ravitaillement » en essence, pour ne pas mettre en péril leurs « tournées ». Mais aussi de la « clarté » dans la gestion de cette crise.

« Dans certains territoires, des stations-essence ont été réquisitionnées pour les professions prioritaires, dans d'autres, elles ne le sont pas », observe Daniel Guillerm, président de la Fédération nationale des infirmiers (FNI). Même si tous les départements ne sont pas touchés de la même manière, cette gestion au cas par cas ajoute de la confusion à la confusion. »

La « géographie de la pénurie » couvre les Hauts-de-France, l'Île-de-France, le Grand Est et l'Occitanie principalement : « Dans ces territoires, entre le tiers et la moitié des collègues nous disent rencontrer des difficultés d'approvisionnement. » Avec le risque de ne plus pouvoir se rendre chez leurs patients et, partant, de mettre leur santé en danger.

Autre syndicat d'infirmiers, mêmes échos, ou presque : « On reçoit des appels tous les jours de collègues qui redoutent que ça aille de mal en pis », rapporte John Pinte, président du Syndicat national des infirmiers libéraux (Sniil). *« Quand bien même les difficultés ne sont pas partout, il ne nous semble pas de trop de réclamer la réquisition de quelques stations-service dans tous les départements. C'est une urgence ! »*

« Jeu de ping-pong »

Mais « qui décide de quoi ? » La question résonne sur le terrain, pas seulement parmi les infirmiers. « Des difficultés d'approvisionnement, on en a connu ces vingt dernières années. Ce qui nous étonne, aujourd'hui, c'est le manque d'anticipation », observe Luc Duquesnel, président des généralistes-CSMF. « La situation est plus compliquée que lors de précédents mouvements sociaux », estime aussi le docteur Jean-Christophe Masseron, président de SOS-Médecins France. Le rythme des visites à domicile, « localement », s'en ressent déjà, alertent-ils. Un constat partagé par les syndicats de généralistes SML et MG France.

« Cela fait une semaine qu'on donne l'alerte », insiste François Poulain, président de l'URPS-infirmiers en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Sollicité, le ministère de la santé fait état de « difficultés réelles, mais localisées », donnant lieu à un « travail de liaison » avec les agences régionales de santé. Des listes de personnels prioritaires ont été établies, explique-t-on Avenue de Ségur, à Paris, et des listes de stations « réservées » ont été communiquées. On y rappelle, dans le même temps, que la gestion de la crise repose « essentiellement » sur les préfets.

Un « jeu de ping-pong » qui agace : « Cela fait une semaine qu'on donne l'alerte », insiste François Poulain, président de l'URPS-infirmiers en Provence-Alpes-Côte d'Azur. *L'enjeu, c'est la continuité des soins de patients que l'on visite, pour certains sept jours sur sept. Il ne faudrait pas que la seule solution qu'il nous reste, à défaut d'aller jusqu'à eux, soit de les orienter vers les services d'urgence. »*



Une « *solution ultime* » que redoute aussi Christophe Minghetti, infirmier et président de l'URPS-infirmiers Ile-de-France. « *En trente ans d'exercice libéral, je n'ai jamais connu ça* », déclare-t-il. *Travailler ainsi, sélectionner les soins et opérer de facto un tri entre les patients, c'est un crève-coeur... et c'est aussi une prise de risque.* »

Une « certaine anxiété »

Depuis quelques jours, les témoignages de personnels en première ligne se font entendre d'un bout à l'autre du territoire : des stations « *fléchées* » auxquelles ils finissent par accéder, mais qui sont « *vides* » ou fermées. Un système de « *coupe-file* » qui ne marche pas partout et génère des « *frictions* » .

« *J'ai fait le plein d'essence ce week-end, mais je ne vais pas tenir longtemps sans mettre en péril ma tournée* », raconte Magali Florance, infirmière à Blois, syndiquée au Sniil. *J'ai déjà regroupé des secteurs d'intervention et modifié le planning. Mais si je ne remplis pas très vite le réservoir, je vais me retrouver en panne sèche.* »

Pour éviter ce scénario, Patrick Lesoudard, infirmier dans l'Aisne, a pu compter sur la générosité d'une patiente qui lui a prêté sa voiture. « *Tout le monde n'a pas cette chance* », relève ce représentant de la FNI. Dans son département, il a le sentiment d'un « *léger mieux* » depuis quarante-huit heures, « *en tout cas en zone urbaine* ». En zone rurale, « *ce n'est pas la même chanson* », et il voit arriver le week-end avec une « *certaine anxiété* » .

Les « *jours d'après* », c'est aussi ce qui préoccupe les ambulanciers. « *Pour l'heure, en dehors d'un blocage en Indre-et-Loire, j'ai encore peu de remontées, les collègues attendent longtemps à la pompe, mais assurent les transports* », rapporte Vincent Juteau, vice-président de la **Chambre** nationale des services ambulanciers, un secteur qui regroupe plus de 5 300 entreprises. *Mais ils ne savent pas du tout vers quoi se projeter.* »